

Faire des affaires en Inde

Imposition

1. Quels sont les paiements à effectuer dans le cadre du régime de la TPS, qui est responsable du paiement et quand le paiement doit-il être effectué?

Dans le régime de la TPS, pour toute fourniture intra-étatique, les taxes à payer sont la TPS centrale (CGST, entrée sur le compte du gouvernement central) et la TPS de l'État (SGST, entrée sur le compte du gouvernement de l'État concerné). Pour toute fourniture interétatique, la taxe à payer est la TPS intégrée (IGST) qui comprendra à la fois des composants CGST et SGST. De plus, certaines catégories de personnes inscrites seront tenues de payer au compte du gouvernement la taxe retenue à la source (TDS) et la taxe perçue à la source (TCS). En outre, le cas échéant, les intérêts, pénalités, frais et tout autre paiement devront également être effectués. En général, le fournisseur de biens ou de services est tenu de payer la TPS. Toutefois, dans des cas spécifiques tels que les importations et autres fournitures notifiées, la responsabilité peut incomber au destinataire dans le cadre du mécanisme d'autoliquidation. En outre, dans certains cas, la responsabilité de payer incombe à la tierce personne (par exemple, dans le cas de l'opérateur de commerce électronique responsable de TCS ou du département gouvernemental responsable de TDS) Au moment de la fourniture des marchandises, comme expliqué à la section 12 et à la moment de la fourniture des services, comme expliqué à la section 13. Le moment est généralement le premier de l'un des trois événements, à savoir la réception du paiement, l'émission de la facture ou l'achèvement de la fourniture. Différentes situations envisagées et différents points d'impôt ont été expliqués dans les sections précitées. Pour plus de détails, veuillez accéder au lien suivant .

2. Quels produits ne relèvent pas de la TPS?

Alcool destiné à la consommation humaine, produits pétroliers à savoir. pétrole brut, essence de moteur (essence), diesel à grande vitesse, gaz naturel et carburant pour turbines d'aviation et électricité. Pour plus d'informations, cliquez [ici](#)

3. Que signifie la cotisation à l'impôt sur le revenu?

Chaque contribuable doit fournir le détail de ses revenus au service des impôts sur le revenu, c'est-à-

dire déclaration. Le service de l'impôt sur le revenu examine la déclaration de revenus pour en confirmer l'exactitude. Le processus d'examen de la déclaration de revenus par le Département de l'impôt sur le revenu est appelé «évaluation». En vertu de la loi de l'impôt sur le revenu, il existe quatre évaluations principales, comme indiqué ci-dessous: Paragraphe 143 (1), c'est-à-dire, évaluation sommaire sans appeler la personne évaluée, c'est-à-dire le contribuable. Évaluation en vertu du paragraphe 143 (3), c.-à-d. Évaluation d'examen. Évaluation en vertu de l'article 144, c.-à-d. Évaluation au meilleur jugement. Cotisation en vertu de l'article 147, c.-à-d. Revenu échappant à l'évaluation. Pour plus d'informations, cliquez ici

4. Qu'est-ce que le contrôle fiscal?

L'article 44AB contient les dispositions relatives à la catégorie de contribuables qui sont tenus de faire vérifier leurs comptes par un comptable agréé. L'audit au titre de l'article 44AB vise à vérifier la conformité de diverses dispositions de la loi de l'impôt sur le revenu et le respect d'autres exigences de la loi de l'impôt sur le revenu. La vérification effectuée par l'expert-comptable des comptes du contribuable conformément à l'exigence de l'article 44AB est appelée vérification fiscale. L'expert-comptable réalisant le contrôle fiscal est tenu de faire part de ses constatations, observations, etc., sous forme de rapport d'audit. Le rapport de contrôle fiscal est à remettre par l'expert-comptable sur les formulaires n ° 3CA / 3CB et 3CD. Conformément à l'article 44AB, les personnes suivantes doivent obligatoirement faire vérifier leurs comptes: 1) Une personne exploitant une entreprise, si ses ventes totales, son chiffre d'affaires ou ses recettes brutes (selon le cas) en affaires pour l'année dépassent ou dépassent 145 050 \$ US. Cette disposition n'est pas applicable à la personne qui opte pour le régime d'imposition par présomption en vertu de l'article 44AD et son chiffre d'affaires ou chiffre d'affaires total ne dépasse pas 290 100 dollars EU. 2) Une personne exerçant une profession, si ses recettes brutes dans la profession pour l'année dépassent 72 525 \$ US. 3) Une personne qui a le droit d'opter pour le régime d'imposition par présomption de l'article 44AD, mais qui prétend que les bénéfices ou gains de cette entreprise sont inférieurs aux bénéfices et gains calculés selon le régime d'imposition par présomption de l'article 44AD et que son revenu excède le montant qui n'est pas imposable. 4) Si une évaluation éligible se retire du régime d'imposition par présomption, après une période déterminée, elle ne peut pas choisir de revenir au régime d'imposition par présomption pendant une période de cinq années d'imposition par la suite. 5) Une personne qui a le droit d'opter pour le régime d'imposition par présomption de l'article 44ADA, mais qui prétend que les bénéfices ou gains pour cette profession sont inférieurs aux bénéfices et gains calculés selon le régime d'imposition par présomption et que ses revenus dépassent le montant qui est non imposable. 6) Cette disposition n'est pas applicable à la personne qui opte pour le régime d'imposition par présomption en vertu de l'article 44AD et son chiffre d'affaires ou chiffre d'affaires total ne dépasse pas 290 100 dollars EU. 7) Une personne qui a le droit d'opter pour le régime d'imposition par présomption des articles 44AE, mais qui prétend que les bénéfices ou gains d'une telle entreprise

sont inférieurs aux bénéfices et gains calculés selon le régime d'imposition par présomption des articles 44AE. 8) Une personne qui a le droit d'opter pour le régime d'imposition prévu à l'article 44BB ou à l'article 44BBB mais qui prétend que les bénéfices ou gains de cette entreprise sont inférieurs aux bénéfices et gains calculés selon le régime d'imposition de ces articles. L'article 44BB s'applique aux contribuables non-résidents dont l'activité consiste à fournir des services ou des installations en rapport avec ou à fournir des installations et des machines en location à des fins d'exploration d'huiles minérales. La section 44BBB s'applique aux sociétés étrangères engagées dans les activités de construction civile, de construction d'installations ou de machines, ou de test ou de mise en service de celles-ci, dans le cadre d'un projet d'énergie clé en main. Pour une disposition détaillée des 44AD, 44AE, 44ADA, 44BB et 44BBE, reportez-vous à la section 44 AB sur le lien.

5. Comment le statut résidentiel d'une entreprise est-il déterminé?

Une société est réputée résider en Inde au cours de toute année précédente si: C'est une société indienne ou Son lieu de gestion efficace, à tout moment de cette année, est en Inde Pour plus d'informations, cliquez sur [Pour plus d'informations, cliquez ici](#)

6. Quels sont les critères sous lesquels un individu doit payer des impôts?

L'article 14 de la Loi de l'impôt sur le revenu a classé le revenu d'un contribuable sous cinq catégories de revenu différentes, à savoir: Les salaires. Revenu de la propriété de la maison Bénéfices et gains d'entreprise ou de profession Les gains en capital Revenu provenant d'autres sources Pour plus d'informations, cliquez [ici](#) .

7. Une subvention reçue du gouvernement est-elle assujettie à la taxe sur les produits et services?

Conformément à l'article 15 (2) (e) de la loi CGST, la valeur de l'offre de 2017 comprend les subventions directement liées au prix, à l'exclusion des subventions accordées par le gouvernement central et les gouvernements des États. Toute subvention reçue du gouvernement ne sera donc pas imposable et ne sera pas soumise à la TPS. Pour plus d'informations, cliquez [ici](#)

8. Un soumissionnaire étranger aurait-il besoin d'un enregistrement à la taxe sur les produits et services en Inde pour l'exécution du contrat de travaux?

Si le soumissionnaire étranger vient en Inde pour l'exécution du contrat de travaux LSTK, alors, conformément à la section 24 de la loi CGST, ce soumissionnaire étranger serait obligé d'obtenir un enregistrement TPS en Inde. Pour plus d'informations, cliquez [ici](#)

9. Quelle serait l'applicabilité de la taxe sur les produits et services si un concessionnaire fournissait gratuitement du matériel pétrolier et gazier?

Étant donné que la fourniture est gratuite (donc sans contrepartie), elle ne serait pas considérée comme une fourniture (conformément à l'article 7 de la Loi CGST de 2017) sous TPS et, par conséquent, non imposable à la TPS. Pour plus d'informations, cliquez [ici](#)